

5^{èmes} Journées de recherches en sciences sociales

Société Française d'Economie Rurale

AgroSup Dijon, 8 et 9 décembre 2011

**Esprit du capitalisme dans les plantations
industrielles, éléments de réflexion par une
sociohistoire des plantations indonésiennes**

Stéphanie Barral

Doctorante en sociologie

ERIS (Equipe de Recherche sur les Inégalités Sociales), EHESS / ENS / CNRS

Art-Dev (Acteurs, Ressources, Territoires pour le Développement), CIRAD

73, Avenue JF Breton,

34398, Montpellier Cedex 5

Résumé :

Les formes d'organisations agricoles hautement capitalistiques, portées par des multinationales ou des fonds souverains, voient leur importance croître à l'échelle mondiale. Cet article participe à la caractérisation de la forme capitaliste que sont ces agricultures dites de firme, en s'appuyant sur le cas des grandes plantations industrielles indonésiennes. Il propose une relecture de l'histoire de ces plantations mobilisant la notion d'esprit du capitalisme, au sein de laquelle s'articulent les concepts de capitalisme et de critique associée. En s'appuyant sur des ressources bibliographiques et des observations dans des plantations, cette approche permet de déterminer les différentes formes de contrôle de la main d'œuvre qui se succèdent dans le temps. Le statut ouvrier s'est construit progressivement par la relation dialectique entre les politiques des dirigeants capitalistes et les mouvements de luttes syndicales des ouvriers, en relation avec la constitution de l'Etat indonésien. Une politique de contrôle paternaliste conjuguée à la possibilité pour les ouvriers de développer des stratégies économiques autonomes explique le succès actuel de ce modèle. Le paternalisme, organisation capitaliste désuète en Europe, apparaît ici comme l'élément central d'un modèle en expansion, questionnant alors les différentes étapes de l'esprit du capitalisme.

Mots clés :

Plantations industrielles, Indonésie, sociohistoire, esprit du capitalisme, statut ouvrier, paternalisme.

Code de classification JEL : JEL-Z

Dans leur typologie des agricultures, B. Hervieu et F. Purseigle distinguent les agricultures de firme des agricultures familiales et de subsistance (Hervieu, Purseigle, 2010), lesquelles comprennent de nouvelles formes capitalistes comme les fonds souverains, mais aussi des modèles de production reposant sur des investissements fonciers massifs, découlant de l'évolution de formes plus anciennes mises en place lors de la période coloniale. En Indonésie, les grandes plantations industrielles représentent le cinquième de la Surface Agricole Utile du pays, et s'étendent sur plus de cinq millions d'hectares. Ces plantations appartiennent à de grands groupes économiques de type holding d'origine indonésienne ou européenne. Les concentrations de terre les plus importantes constituent des patrimoines de 400 à 500 000 hectares, employant plus de 200 000 ouvriers agricoles. Le développement de ce modèle de production remonte à la période coloniale. La littérature historique et sociologique sur les plantations esclavagistes de cette époque ne manque pas ; à l'inverse, les études sur les formes actuelles des grandes plantations restent limitées. Cet article propose des éléments de caractérisation de ce capitalisme par une lecture de l'histoire des plantations industrielles indonésiennes mobilisant la notion d'esprit du capitalisme : l'analyse articule les concepts de capitalisme et de critique associée tels que les mobilisent Boltanski et Chiapello (Boltanski, 1999) : selon ces auteurs, l'esprit du capitalisme, défini comme un ensemble de justifications et de représentations associées à l'ordre capitaliste, fournit à la fois un justificatif à l'idéologie dominante capitaliste, et un point d'appui critique dénonçant l'écart entre les formes concrètes d'accumulation et les conceptions normatives de l'ordre social portées par les représentants de la critique. Une perspective historique de l'évolution des formes du capitalisme et de la critique permet de caractériser le système dans lequel évoluent les salariés de plus bas rang que sont les ouvriers, et dégager ainsi plusieurs critères de compréhension de ce capitalisme agraire. Alors que le premier siècle de développement des plantations a été marqué par des mouvements de résistance et des luttes sociales intenses, la période actuelle se caractérise par une relative paix sociale qui permet la croissance rapide du modèle de production des plantations. Comment a évolué le statut ouvrier, construit à partir des interactions entre dirigeants, ouvriers et syndicats, et autorités publiques, pour expliquer l'avènement d'un système capitaliste florissant ? En s'appuyant principalement sur une approche bibliographique et des résultats de terrain (observation participante dans des complexes d'ouvriers), cet article retrace l'évolution du statut d'ouvrier en s'attachant à décrypter la manière dont les plantations ont été développées par les compagnies, comment leurs actions ont été encadrées ou freinées par le gouvernement colonial puis indonésien, et quel a été le rôle de la critique ouvrière dans la construction de ce statut. Une approche de sociohistoire comparée permet ensuite de situer cette forme capitaliste par rapport à des formes plus connues telles que les entreprises paternalistes européennes du XIX^{ème} siècle.

Les plantations sont apparues en Indonésie dans la *cultuurgebied*, la « ceinture de plantations » mise en place pendant la période coloniale dans la province de Sumatra Est¹. Après un siècle d'exploitation localisée dans cette province, l'Indonésie a connu un mouvement d'expansion des surfaces plantées toujours à l'œuvre à l'heure actuelle. L'histoire des plantations capitalistes est ici présentée selon une découpe en trois périodes ; les deux premières correspondent à la mise en place et au développement des plantations coloniales à partir de 1870 dans le nord de Sumatra puis à leur remise en question par une critique tant interne (ouvrière) qu'externe (paysanne) aboutissant pour la plupart à leur nationalisation. La troisième partie repose sur l'hypothèse d'une neutralisation de la critique depuis le milieu des années 1960, et expose les conditions de réalisation de l'expansion géographique des plantations de palmier à huile qui s'observe en Indonésie depuis lors.

A - Colonisation agricole du « Dollar Land » de Deli, Sumatra Est (1863-1947)

Après un siècle d'exploitation agricole monopolistique dans la colonie des Indes Néerlandaises, le gouvernement colonial vota la Loi Agraire de 1870 (*Undang-undang Agraria 1870*) accordant à quiconque le droit de propriété foncière (alors réservé aux autochtones et à l'Etat colonial) pour des surfaces n'excédant pas sept hectares, et la possibilité pour des étrangers de contracter des concessions d'une durée de 75 ans pour des surfaces plus importantes non utilisées par des populations locales (Kartodirdjo, 1991 : 80). Cette première étape dans le processus de libéralisation foncière fut à l'origine de la renommée de la côte est de Sumatra (*Oostkust*), cible des investissements les plus massifs que connut la colonie en matière de développement agricole (Perret, 1994 : 1).

1) Négociations et structure des concessions foncières

L'édition de cette loi et l'arrivée des colons sur la bande côtière de Sumatra Est, véritable rupture tant sociale, économique, politique que culturelle, vint se superposer à un système de gestion foncière autochtone préexistant. Une dizaine de planteurs était déjà en activité, négociant l'accès à la terre avec les sultans locaux (du Sultanat de Deli, Sultanat de Terbang, et Sultanat de Langkat) ; après 1870, les négociations devinrent tripartites, impliquant aussi le gouvernement colonial. Devant l'abondance de terres forestières non cultivées, les sultans montraient peu de réticence et accordaient facilement des concessions. Le tabac était l'unique production pendant les trente ans suivant la promulgation de la Loi

¹ La ceinture de plantation fut développée pendant la période coloniale dans la province de Sumatra Est qui correspond aujourd'hui, après révision des divisions administratives en 1964 à celle de Sumatra Nord.

Agraire ; les premières années du XX^{ème} siècle virent l'introduction de nouvelles espèces de plantes, pérennes, telles que l'hévéa en 1902 et le palmier à huile à partir de 1910.

Les planteurs bénéficiaient d'une autorité forte pendant cette première période de colonisation. Acteurs politiques majeurs, leur influence n'a aussi cessé de croître pendant ces premières décennies du fait de leur poids économique. En effet, pendant les quinze premières années d'allocation de concessions, la plupart des plantations étaient exploitées individuellement par des planteurs néerlandais et américains. Au milieu des années 1880, leurs plantations furent fortement affaiblies par une baisse du prix des matières premières sur le marché international ; des compagnies occidentales investirent alors dans ces plantations en péril, apportant les capitaux nécessaires à leur consolidation économique. Ces opérations financières eurent pour conséquence une concentration foncière due à la réduction du nombre de plantations : de 179 en 1889 à 72 en 1930 passant d'une surface moyenne de quelques centaines à plusieurs milliers d'hectares (Stoler, 1985 : 8-9 et 18). L'arrivée de firmes de toute l'Europe et des Etats-Unis fit craindre aux autorités de la colonie une diminution de la domination néerlandaise, initiant ainsi un conflit d'intérêt entre le gouvernement colonial local cherchant à garder le monopole du contrôle, et les compagnies de plantation désireuses d'étendre leur autonomie. Le centre politique situé à Jakarta était loin, et, comme le note A. Stoler : « ultimate control did rest in these distant places, but in the early years implementation of estate policy, defining the limits of land and labor relations, were local affairs. Far from the seat of the colonial state in Java, in Deli's formative years the cultuurgebied was a veritable "state within a state" with a planter aristocracy exercising *de facto* control. » (Stoler, 1985 : 22). Il ne s'agit pas de penser que les planteurs bénéficiaient d'un pouvoir omnipotent : ils étaient en position de force dans les rapports qu'ils entretenaient avec les sultans, les autorités coloniales, les autochtones et les ouvriers, mais ils évoluaient dans un environnement où contraintes et difficultés étaient abondantes. Leur puissance politique, peu encadrée par le gouvernement colonial, fut propice à l'expansion des concessions sur une portion de territoire d'environ 10 000 km² entre 1870 et la deuxième guerre mondiale, soit une bande côtière de 250 km s'enfonçant de 50 à 70 km dans les terres, au sein de laquelle 265 compagnies exploitaient 700 000 hectares de terres agricoles Stoler, 1985. Cette colonisation foncière d'une extraordinaire rapidité reposait, selon A. Stoler, sur de la main d'œuvre particulièrement « cheap, socially malleable, and politically inarticulate » : les coolies (Stoler, 1985 : 1).

2) Formes du gouvernement des hommes dans les plantations coloniales

La colonisation agricole de Sumatra Est s'est rapidement étendue sur des milliers d'hectares, pour l'exploitation desquels le travail de milliers de coolies était indispensable. Le contrôle massif des coolies

fut réalisé par l'instauration d'un pouvoir disciplinaire qui comprenait deux types de domination : A. Stoler parle de « violence douce » et de « violence ouverte » (Stoler, 1985 : 9). Les cinq premières décennies furent marquées par une prédominance de violence ouverte, qui s'effaça ensuite progressivement pour faire place à des mesures de violence douce. La hiérarchie sociale était construite sur de fortes ségrégations ethniques et de genres.

a) De migrants javanais à coolies de plantations : les technologies de la violence ouverte (1863-1930)

L'octroi de concessions foncières n'était qu'une première étape dans leur mise en exploitation ; le recrutement et le contrôle de main d'œuvre agricole était la deuxième pierre d'angle de ce système capitaliste. Les populations locales s'avérèrent rapidement ni assez nombreuses, ni assez dociles. De ce fait, les planteurs se virent confrontés à la nécessité d'organiser le recrutement et l'acheminement d'ouvriers venus de régions plus peuplées, au sein desquelles une frange de la population n'ayant pas les moyens de subvenir convenablement à ses besoins quotidiens fournissait un réservoir de main d'œuvre potentielle. Ce fut en premier lieu depuis la Chine puis rapidement depuis Java que les planteurs organisèrent des migrations de jeunes hommes célibataires, coolies des plantations. Rapidement, les coûts de transports depuis la Chine eurent raison du système, et les populations pauvres du centre de Java furent les principales recrues. A partir des années 1930, les nouveaux coolies furent uniquement recrutés depuis Java. Le recrutement se fit dans un premier temps par l'intermédiaire de « courtiers » qui allaient dans les villages javanais promettre fortune aux miséreux. Ensuite, pour limiter les coûts et la dépendance aux courtiers, les planteurs envoyaient des coolies dont le contrat était fini dans leurs villages d'origine chercher d'autres recrues. Les coûts de recrutement et de transport étaient très importants ; les planteurs proposaient initialement des périodes de travail de trois à cinq ans et cherchaient ensuite à placer les coolies dans une situation de dépendance nuisant à la possibilité de rentrer chez eux en fin de contrat (organisation illégale de jeux d'argent après la paie etc.). Entre 1870 et 1930, les surfaces plantées ne cessèrent d'augmenter, ainsi que l'acheminement de coolies. En 1930, ils représentaient 30% de la population totale de Sumatra Est, soit environ un demi-million de personnes (Stoler, 1985 : 29).

Les dirigeants des plantations étaient non seulement confrontés à la nécessité de mettre au travail les migrants, mais aussi de les fixer localement, afin qu'ils ne rentrent pas à Java dès la fin de leur premier contrat. Les politiques que les planteurs mirent en place visaient principalement l'ajustement de la taille et de la composition du groupe ouvrier, et la planification des zones d'habitation pour les différents groupes d'employés de chaque échelon de la hiérarchie (Stoler, 1985 : 10). La structure de

l'organisation hiérarchique est très formalisée : les plantations sont divisées en *estate*. Chaque *estate* est dirigé par un administrateur général d'*estate*, secondé par plusieurs assistants managers (*Asisten Kepala, AsKep*), des assistants de supervision des différentes divisions qui composent un *estate*, des commis de bureau (*krani*), des techniciens et des contremaîtres autochtones (*mandur*) responsables des coolies d'un à deux blocs, subdivision des divisions d'*estate* (Stoler, 1985 : 172). Les dirigeants et leurs assistants (entre cinq à dix assistants par dirigeant) étaient uniquement des Occidentaux. Chaque assistant avait sous sa direction environ cinq cent coolies. Bien que le travail forcé ait été légalement aboli en 1911, ce régime fut prédominant jusqu'à la fin des années 1920. Les coolies refusant de se soumettre au travail recevaient des sanctions (retenues de salaire, heures supplémentaires, corrections physiques ou emprisonnement). Ils vivaient entassés dans des baraquements de bois insalubres, surveillés en permanence par des supérieurs hiérarchiques, et pouvaient être mutés d'un jour à l'autre dans les diverses divisions des plantations. Une partie de leur salaire était versée en nature, c'est-à-dire en rations de riz. Pour l'approvisionnement d'autres denrées alimentaires, ils étaient dépendants des épiceries des compagnies, qui pratiquaient des taux exorbitants. Les maladies légères étaient soignées par les médecins de la compagnie, et les coolies gravement malades étaient renvoyés dans leur village natal. Le niveau des salaires, à peine suffisant pour satisfaire les besoins des coolies, avait été décidé par les planteurs dans le cadre de discussions entre deux associations de planteurs, AVROS (General Association of Rubberplanters on Sumatra's East Coast) et DVP (Deli Tobacco Planters' Association) qui les avaient homogénéisés à l'échelle de la province afin d'éviter toute concurrence. Le monopôle de l'autorité dont ils bénéficiaient leur conférait le pouvoir d'organiser la vie des ouvriers, de gouverner leurs corps (mutations inopinées, punitions corporelles, enfermement) jusque dans leur vie intime (habitations collectives, pas d'espaces réservés aux femmes alors poussées à la prostitution). On observe un système punitif reposant sur les techniques du supplice rappelant celles qui prévalaient jusqu'au XVII^{ème} en France, pour lesquelles le jugement est porté sur les actes et non pas sur les individus, et la correction est une manière de faire valoir le pouvoir et non pas de rétablir la justice, et donc une manière d'affirmer la dissymétrie des forces (Foucault, 1975). Ce système punitif est ici attaché à un système de production, à la mise au travail de la force humaine, mais où cette force de travail n'est pas gérée sous l'angle de l'utilité comme elle peut l'être dans une économie libérale.

Bien que les contrats stipulent le retour à Java dès la durée de travail achevée, des centaines de coolies s'installaient chaque année en périphérie de plantation. La situation de la plupart d'entre eux se dégradait : travail pour des petits marchands locaux qui ne fournissaient aucun avantage en nature et métayage (deux tiers / un tiers) sur de minuscules parcelles de rizières principalement. La première génération de migrants montrait une volonté très forte d'autonomie et de retour à la terre. Il s'agissait là

plus d'un acte de résistance que d'une stratégie d'amélioration de leurs conditions de vie. En 1930, environ la moitié des Javanais de Sumatra Nord habitaient ces villages illégaux (environ 250 000 personnes). Les trajectoires des ouvriers oscillaient entre indépendance et travail salarié (Stoler, 1985 : 4).

Après cinquante ans de coercition dure et de violence ouverte, les planteurs, devant le constat des nombreuses failles des modalités de contrôle des coolies, orientèrent leur politique vers un système de violence douce. Les coûts importants de recrutement, les forts taux de mortalité et l'augmentation du nombre de villages illégaux implantés en périphérie de plantation furent les premiers indicateurs de la dégradation de la situation. Les coolies n'étaient pas connus pour leur docilité, et des assauts contre la hiérarchie ont toujours été reportés (entre 8000 à 13 000 infractions par an entre 1917 et 1926, soit environ 5 à 10% de la main d'œuvre ayant commis une infraction). Entre 1925 et 1930, l'augmentation des révoltes et attentats dirigés contre les représentants de l'autorité accélérèrent la prise de conscience de la nécessité de changement. Dès les années 1930, menacés par les conséquences de la crise économique mondiale de 1929, les planteurs commencèrent à chercher des éléments de réponse aux révoltes dans l'articulation entre travail et vie privée des ouvriers. A cette époque, la résistance ouvrière, expression d'une rébellion contre des conditions de vie misérables, n'était pas encore empreinte de revendications politiques. Les premiers syndicats ouvriers, le Sarekat Islam et le Budi Utomo, avaient été constitués à Java dans les années 1910 (Ford, 2009 : 21), et les coolies commençaient peu à peu à prendre conscience de leurs droits et de la possibilité de révolte directe face aux dirigeants ; la période d'avant guerre fut marquée par une résistance spontanée et violente, et ce n'est que dans la période d'après-guerre qu'émergea une critique politisée.

b) De coolies à ouvriers libres : technologies de la violence douce à partir de 1930

Au sein des communautés de colons de l'archipel, les planteurs furent parmi les derniers à se socialiser aux idées des « Ethicistes », mouvement politique issu de la métropole défendant la cause des droits des indigènes (Bertrand, 2007). En 1911, le gouvernement colonial votait l'abolition du travail forcé, bannissant de fait les techniques de violence ouverte mais ce n'est qu'à partir de la fin des années 1920 que le statut de coolie fut lentement remplacé par celui d'ouvrier libre ne pouvant être retenu de force sur la plantation. La création d'un marché du travail libre eut des conséquences directes sur les formes de contrôle de la main d'œuvre en vigueur dans les plantations. Il s'agissait dorénavant de fournir des conditions suffisamment sécurisantes pour tirer bénéfice de la présence d'une population ouvrière permanente. L'abolition du travail forcé fut très progressivement appliquée, marquant une évolution dans

le rapport de pouvoir entre planteurs et gouvernement colonial. La présence de représentants locaux de l'autorité publique se fit plus importante avec notamment de plus nombreuses visites des inspecteurs du travail, dont certaines à l'improviste (Stoler, 1985 : 79).

Les planteurs face à la dégradation de la situation sociale mirent en place de nouvelles formes de services en nature, tentatives d'amélioration des conditions locales et mesures augmentant la dépendance des ouvriers à la compagnie. Les ouvriers, dont le nombre de célibataire diminua au profit de couples mariés, habitaient des maisons individuelles en bois ou *pondok*¹ ; les soins médicaux furent améliorés et les sanctions pénales abolies (Stoler, 1985 : 91). Malgré les différentes avancées sociales, les ouvriers menaient toujours une vie précaire et leur niveau de rémunération ne leur permettait pas plus qu'une vie au jour le jour. De plus, la peur de la politisation des ouvriers poussa les dirigeants à intensifier la surveillance de ceux habitant en *pondok*. Ces mesures allaient dans le sens d'une augmentation de la prise en charge de la vie privée des ouvriers (prise en charge médicale, distribution de denrées alimentaires, organisation d'épiceries locales et possibilité de contracter des crédits envers la compagnie) qui constituaient autant de tutelles de type féodales (Castel, 1990), c'est-à-dire de liens extérieurs à l'ordre capitaliste qui visent à attacher les plus faibles aux plus forts. Cette stratégie n'est pas sans rappeler celle des patrons des entreprises paternalistes en Europe pendant le XXème siècle. On retrouve ici ce que R. Castel décrit en abordant les situations salariales pendant le Second Empire en France, la réalisation d'une « institution totale qui prend l'ouvrier au berceau et le conduit jusqu'à la tombe » ; « cette première réalisation d'une sécurité sociale se paie ainsi de la dépendance absolue de l'ouvrier » (Castel, 1990 : 412).

De 1925 à 1929, les surfaces exploitées connurent une expansion sans pareille : celles plantées en hévéa augmentèrent de 35% (de 188 000 à 255 000 hectares) et celles en palmier à huile doublèrent (Stoler, 1985 : 85). Pendant la récession suivant le jeudi noir d'octobre 1929, les planteurs subirent les conditions économiques mondiales et virent la demande chuter drastiquement. Pour parer à cette situation, ils renvoyèrent massivement à Java les ouvriers régulièrement employés : de 336 000 ouvriers en mai 1930, à 160 000 en 1934. Ils en profitèrent pour garder les plus dociles et travailleurs, ainsi que les ouvriers mariés, et renvoyèrent à Java les indésirables (Stoler, 1985 : 87-88). Les formes de coercition physique furent délaissées pour des systèmes de contrôle différents adaptés des méthodes de travail plus rationnelles, de type tayloriste alors en vogue dans les pays occidentaux. La mise en place d'une

¹ Le sens premier du mot *pondok* en indonésien renvoie à une petite habitation comparable à une hutte, que les paysans construisent sur leurs parcelles pour y entreposer des outils et s'y reposer.

discipline militaire fut associée à une gestion modulant plus finement le nombre d'ouvriers en fonction des besoins de la production. Les planteurs intensifièrent les conditions de travail (journées plus longues pour des salaires plus faibles) et augmentèrent le recours à de la main d'œuvre temporaire ne bénéficiant pas d'avantages sociaux ni d'un salaire aligné sur les standards des ouvriers permanents. Les sanctions étaient réduites à des sanctions financières (non-paiement des heures supplémentaires par exemple). On retrouve ici ce que Foucault aborde dans *Surveiller et punir*, à savoir le passage à l'âge de la sobriété punitive : l'objet de la peine passe de la souffrance du corps à la perte d'un bien ou d'un droit. Si la pénalité n'a plus prise sur le corps, elle a prise sur l'âme. Il y a donc déplacement, substitution de l'objet, et changement d'objectif (Foucault, 1975 : 21-23). Dans le cas de l'histoire des plantations, on voit comment le changement de dispositifs punitifs vint renforcer l'ordre capitaliste en rationalité. Après une première période de cinquante ans pendant laquelle des techniques disciplinaires ont permis d'organiser l'architecture du milieu, les planteurs mirent en place des dispositifs de sécurité permettant d'organiser le gouvernement des conduites dans le but de servir l'ordre libéral (Foucault, 2004). Ces nouvelles technologies du pouvoir reviennent à « considérer que le corps social est un corps qui se meut, et qu'il n'a pas à être empêché ou obligé, agi ou manipulé, mais qu'il doit être optimisé, maximisé dans sa force et dans sa vie » (Loiseau, 2005). Ici encore, ne considérons pas que l'on observe une conversion radicale d'un ordre disciplinaire à un ordre sécuritaire : pour partie, le contrôle de la main d'œuvre est exercé selon une dimension disciplinaire faite de tutelles féodales ayant pour but d'organiser l'espace et surveiller la vie privée des ouvriers et leurs familles, et pour partie il est exercé selon une dimension sécuritaire qui permet de servir l'ordre libéral en orientant le comportement des ouvriers vers une maximisation de la production.

La création d'un marché du travail libre conférait une plus grande marge de manœuvre aux planteurs quant à la gestion des besoins en main d'œuvre en fonction des quantités de travail requises. Il leur était dorénavant possible d'avoir de la main d'œuvre disponible dans des villages alentours et de la mobiliser en fonction de leurs nécessités. En 1940, près de 74% des ouvriers étaient recrutés localement (Stoler, 1985, 44) ; certains possédaient de petites parcelles de terre propres à l'agriculture vivrière, ce qui leur permettait de limiter leur dépendance aux conditions de rémunération par une diversification des activités. L'accession à la terre peut être ici considérée comme la constitution d'une résistance de la part des ouvriers, résistance détachée de toute revendication politique et acte de survie dans un système où les conditions de travail restaient encore peu encadrées par le gouvernement. On peut donc penser que le moteur du changement de mode de gouvernement, observé entre la fin des années 1920 et le début des années 1930, fut plutôt la prise de conscience par les planteurs des risques de la paupérisation, et la

nécessité de s'adapter aux nouvelles situations des ouvriers vivant dans les villages clandestins en périphérie des plantations et dotés d'une autonomie nouvelle par rapport aux premières années d'installation des plantations.

B - Crise foncière majeure de 1942 à 1966 : d'ouvriers à ouvriers protégés et ouvriers-paysans

La deuxième guerre mondiale marque une rupture forte dans l'histoire des plantations. En 1942, le Japon envahit l'archipel insulindien, et notamment la zone de plantations de Sumatra Est. Après une tentative infructueuse de détournement de la production de caoutchouc et d'huile pour servir leurs intérêts, l'armée japonaise autorisa la destruction des plantations à des fins de production vivrière. Les ouvriers, sans aucune ressource, n'eurent d'autre choix que de cultiver les terres des plantations sous l'administration directe des militaires japonais. Les conditions de pauvreté de ces ouvriers-paysans étaient alarmantes. En 1945, la guerre finie, les militaires japonais partirent et Soekarno et Hatta proclamèrent l'indépendance de la République d'Indonésie le 17 août 1945. Ce fut une période de grand dénuement et de faim pour les ouvriers, dont certains regrettaient même la période coloniale (Pezler, 1978 : 119-135). A cette époque, le squattage des terres était un acte de survie et non d'engagement politique. En 1948, les Néerlandais revinrent en force dans la toute nouvelle République d'Indonésie pour tenter d'en récupérer le pouvoir. Leur retour dans la *cultuurgebied* fut plutôt couronné de succès puisqu'ils parvinrent à récupérer deux tiers des plantations, qu'ils ne reconnurent pas : environ 10% des terres avaient été squattées et l'ensemble des usines démolies. La main d'œuvre manquait pour la reconstruction : bien qu'il y eût à leur disposition de la main d'œuvre locale, leurs propositions n'intéressèrent pas les ouvriers potentiels. Ils organisèrent à nouveau des recrutements depuis Java, malgré les problèmes de pression démographique qui commençaient à apparaître dans la région. Le redéploiement des exportations fut rapide. A l'inverse, l'occupation illégale des terres par les populations autochtones et par d'anciens ouvriers entraîna une crise majeure qui allait durer jusqu'en 1966. La région était à la fois secouée par une crise des occupations illégales rongant les périmètres des plantations, et par une montée des revendications syndicales ouvrières.

De 1950 à 1965, le mouvement ouvrier indonésien connu un essor sans précédent. A partir de 1950, de nouvelles réglementations mises en place par le gouvernement autorisaient le droit d'association et le droit de grève. Les mouvements populaires alors satisfaits de leur nouveau statut portant plus de souveraineté politique, militaient pour des réformes économiques et sociales. Les syndicats, notamment le SARBUPRI (*Sarekat Buruh Perkebunan Republik Indonesia*, Syndicat des Ouvriers de Plantations de la

République d'Indonésie) affilié au Partir Communiste Indonésien (PKI), connurent un succès majeur dans les plantations portant alors la réputation d'être le lieu du militantisme le plus exacerbé et le plus actif de la jeune république (Stoler, 1985 : 125). La période d'agitation sociale, particulièrement intense de 1950 à 1957, fut couronnée de plusieurs succès en termes de construction du droit du travail, ce qui explique en partie la perte de vigueur du mouvement¹ à partir de 1957. La création en 1951 du P4P (*Panitia Penjelesaian Perselisihan Perburuhan*, Comité pour la Résolution du Conflit Ouvrier) fut une des initiatives qui traduisait l'implication nouvelle du gouvernement dans les affaires sociales et le droit du travail (Stoler, 1985 : 135). Le recours obligatoire à ce comité vint redimensionner la nature des négociations, autrefois limitées à un rapport de force déséquilibré entre planteurs et ouvriers, tout en le portant à une échelle nationale.

L'année 1950, fortement marquée par des grèves (plus de 700 000 journées non travaillées sur l'ensemble du pays) a permis l'augmentation des salaires (plus de 3000% entre 1940 et 1952), suivie en 1951 de mesures d'amélioration des protections sociales dans le code du travail : établissement d'horaires de travail, à raison de 7h par jour et 44h par semaines, révision annuelle des paiements en nature (riz et autres denrées alimentaires) en fonction de l'inflation, limitation du travail des enfants et instauration de congés maternité (Stoler, 1985 : 127). Ceci entraîna des pertes de rendement des compagnies ; celles qui ne fermaient pas durent réorganiser leur production de manière importante afin de faire face à l'ensemble de ces changements rapides. L'adoption de nouvelles techniques de culture leur permit de réduire le nombre d'ouvriers par unité de surface, parant ainsi à l'augmentation du nombre d'ouvriers qu'ont entraînée les nouvelles mesures sociales (notamment le plafonnement du nombre d'heures de travail hebdomadaire). Les planteurs eurent aussi de plus en plus recours à de la main d'œuvre temporaire, qui ne bénéficiait d'aucunes protections sociales telles que l'accès à un logement, le versement d'un salaire indexé sur les standards nationaux (dont une part en nature), le droit à des soins médicaux (Stoler, 1985 : 137). Ils adoptèrent de nouvelles mesures de contrôle du travail centrées sur l'organisation rationnelle de la production, des analyses coût-bénéfice et l'augmentation de la productivité individuelle de chaque ouvrier, dans la lignée des organisations tayloristes du secteur secondaire apparues en Europe à la fin du XIX^{ème} siècle. Dans les plantations de palmier à huile, le salaire fut alors calculé sur une base fixe à laquelle se rajoutait un bonus dépendant des performances individuelles journalières de chacun (Stoler, 1985 : 140). Cette troisième période dans l'évolution des formes du contrôle social présente par rapport à la période précédente une intensification des régulations de type rationnel c'est-à-dire orientées vers la

¹ Après une période de construction de la démocratie affaiblie par le pluripartisme, Soekarno mit en place le régime de la « Démocratie Guidée » qui se traduit par une centralisation du pouvoir et une mise au pas des syndicats.

maximisation des performances ouvrières. Bien que les sanctions soient intégrées à l'ordre capitaliste, les conditions de vie des ouvriers sont dépendantes de tutelles extérieures à cet ordre, dérivées des tutelles de type coutumier : la fourniture de services tels que les soins médicaux, les denrées alimentaires, le logement, est une forme d'échange de protection contre travail fréquente dans les milieux ruraux javanais.

Le 29 novembre 1957, la République d'Indonésie subit un échec cuisant lors de la session de vote des pays des Nations-Unies pour le rattachement de la partie occidentale de la Nouvelle-Guinée au pays encore aux mains des Pays-Bas. Le président Soekarno décida alors de nationaliser les plantations néerlandaises (111 plantations sur un total de 217 plantations étrangères) et à la suite de cela, instaura la loi martiale. Au début des années 1960, toutes les plantations étrangères qui n'avaient pas été mises sous contrôle du gouvernement indonésien le furent, ce qui accrut le déclin de la production des plantations, notamment d'huile de palme (Saragih, 1980 : 11). Les plantations durent faire face à de nouveaux problèmes de recrutement de la main d'œuvre ; le travail en plantation étant beaucoup moins attractif que l'exploitation de parcelles en agriculture vivrière.

Les ouvriers acquirent pendant cette période des avantages sociaux entérinés par des avancées du droit du travail à l'échelle nationale, avantages sociaux qui ne constituaient pas un système de protection collectif, mais une normalisation et homogénéisation des tutelles des compagnies. Bien que les conditions de travail et de rémunération aient été améliorées suite aux mouvements sociaux forts, l'ascension sociale n'était que le privilège des rares d'entre eux promus contremaîtres ; le système assurait une reproduction forte de l'ordre ouvrier, bien que le rêve de tous fut de s'approprier une parcelle de terre. Leur dépendance à la compagnie était d'autant plus forte que cette dernière leur fournissait l'ensemble des biens nécessaires à leur vie quotidienne. La forte inflation des années 1960 vit s'accroître la proportion d'ouvriers-squatteurs. Ils allouaient une partie grandissante de leur temps de travail à la culture de leurs parcelles, et, pour compenser cela, les planteurs embauchaient de plus en plus de main d'œuvre temporaire. Par exemple, en 1960, la moitié des ouvriers dans les plantations de palmier à huile étaient des ouvriers temporaires. Les conditions de vie des ouvriers étaient globalement meilleures que celle d'autres populations salariées (notamment parce que la part de rétributions en nature les protégeaient de l'inflation). Ceci couplé au contexte d'occupation militaire ralentit les mouvements sociaux en diminution pendant les premières années de cette décennie. Les ouvriers n'acceptaient cependant pas passivement leur sort. Ils étaient encore fortement politisés bien que les formes de résistances apparaissent plutôt comme des formes individuelles liées à la survie qu'à des mesures collectives porteuses de revendications sociales (Stoler, 1985 : 160-161).

En 1965, le président Soekarno dont le régime de « démocratie guidée » était gangréné par des conflits entre différents partis politiques, fut destitué après un pogrom ayant pour cible les membres du PKI. Les opposants clamaient leur volonté d'éradication totale du parti, et les massacres sanglants furent aussi le lieu de règlements de compte sauvages. On estime aujourd'hui que le nombre de victimes est compris entre 450 000 et 500 000 (soit environ 0.5% de la population), sur une période de quatre mois (de novembre 1965 à février 1966), (Margolin, 2009 : 77). Sumatra Est était un des bastions du PKI et fut une des provinces majoritairement touchées par les tueries. A la veille des massacres, la population ouvrière s'élevait à environ 283 000 personnes. Un an plus tard, ce nombre avait diminué de 16%. Les assauts réduisirent à néant ce qu'il pouvait rester du mouvement ouvrier (Stoler, 1985 : 163-164).

C - Neutralisation de la critique et expansion des plantations depuis 1966

1) Neutralisation de la critique ouvrière : d'ouvriers-paysans à ouvriers

A l'aube d'un coup d'Etat qui fit basculer le régime indonésien dans une dictature libérale, la province de Sumatra Nord était la plus densément peuplée et la plus dynamique des îles extérieures. Après un siècle de colonisation effrénée, l'histoire de la région montre comment un mouvement massif d'investissements capitalistes et de migrations associées a été progressivement encadré par la construction d'un cadre étatique légal. Les premières années d'indépendance du pays furent des années de revendications fortes accompagnées d'avancées en termes de droit sociaux et de protections des salariés, mais aussi d'accélération de la composante rationnelle dans l'organisation du travail. En 1966, après le pogrom anti-communiste, le gouvernement de Soekarno fut renversé : le général Suharto prit le pouvoir par la force, marquant l'avènement d'une période de dictature militaire de 1966 à 1998. Le passage à cette période de l'Ordre Nouveau (*Orde Baru*) marqua le passage à une politique très libérale centrée sur l'intégration de l'économie indonésienne au marché mondial et le développement des secteurs privés par injection de capitaux étrangers (Abdullah, 2009 : 389-392). Alors que le gouvernement précédent avait continué jusqu'en 1965 l'éviction des compagnies étrangères de plantation, Sukarno annula cette mesure et permit à tous les directeurs des anciennes plantations étrangères non néerlandaises de reprendre leur poste. Le paysage des compagnies de plantations était alors composé de plantations étatiques et de plantations privées appartenant à des compagnies étrangères. Le mouvement ouvrier fut restructuré selon des lignes de conduites autoritaires : dès le début des années 1970, les syndicats modérés et conservateurs furent remplacés par une fédération syndicale unique, le FBSI (*Federasi Buruh Seluruh Indonesia*, Fédération Ouvrière d'Indonésie) dont l'objectif principal était de servir les intérêts nationaux.

Après presque deux décennies de conflits sociaux, la réhabilitation des plantations s'avérait indispensable. Les usines furent reconstruites, les moyens de transport améliorés, de nouvelles variétés hybrides plus productives furent introduites dans les parcelles replantées ou nouvellement plantées (Saragih, 1980 : 13), ce qui permit une augmentation rapide de la production et des exportations. De 1968 à la fin des années 1970, la production d'huile de palme fut le secteur agricole qui connut l'expansion la plus rapide. Entre 1972 à 1976, une augmentation de 25% des surfaces en palmier alla de pair avec une croissance de 250% de la production (Stoler, 1985 : 167). Ces performances incroyables ne découlaient pas uniquement de l'intensification agronomique et de l'expansion des surfaces. Le mouvement d'augmentation de la productivité du travail ébauché dès les années 1920 fut intensifié par le recours toujours plus grand à de la main d'œuvre temporaire. Le nombre d'ouvriers permanents diminua d'environ 6% par an entre 1964 et 1974, bien que les besoins en main d'œuvre aient été accrus pendant les phases de replantation. Certaines compagnies à cette époque employaient jusqu'à 50% d'ouvriers temporaires, diminuant ainsi jusqu'à 70% de leurs coûts de production (Stoler, 1985 : 168). Ces derniers n'étaient pas recrutés directement par la compagnie, mais par le biais d'un *kontraktor*, intermédiaire qui louait les services des ouvriers et organisait le versement des salaires. Ce système permettait aux compagnies de se désengager de leurs responsabilités sociales en contournant le droit du travail.

Dans ce contexte d'appauvrissement général des habitants de la région, le statut d'ouvrier permanent était donc un privilège ; il permettait d'accéder à une sécurité financière et sociale. Le fort taux d'inactivité et la valorisation du statut d'ouvrier permanent étaient favorables aux dirigeants des plantations, qui procédèrent au démantèlement de certains avantages sociaux associés à ce statut. Ils profitaient du rapport de force en leur faveur en termes d'offre et de demande d'emploi, pour démanteler les mesures qu'ils avaient prises dans la période précédente, et trouver des dispositifs permettant de contourner le droit du travail (embauche d'enfants, non rémunération des femmes qui viennent aider les récolteurs à ramasser les graines de palmier etc.) La part de salaire versée en denrées alimentaires assurant une protection face à l'inflation fut réduite à une simple distribution de riz. La compensation de cette mesure par une augmentation de salaire fut seulement promise et les salaires chutèrent fortement en valeur réelle (Stoler, 1985 : 171). A partir de 1979, le régime des retraites, de l'assurance santé et des accidents du travail fut généralisé par la création d'une agence publique de sécurité sociale, *Jamsostek*, structure paraétatique qui centralise les cotisations sociales pour les accidents du travail et la retraite, sans pour autant être un système universaliste. Le régime des retraites fonctionne sur le modèle des fonds de pension : les indemnités sont versées en une seule fois et correspondent au montant des cotisations des employeurs et des employés auxquelles sont ajoutés les intérêts cumulés (Hochraich, 2001 : 135). Ce

système, bien moins coûteux pour les compagnies que le précédent, fut adopté progressivement. Depuis lors, les ouvriers retraités ne reçoivent plus une allocation mensuelle et un logement, mais une somme globale versée après leur départ du *pondok* où ils habitaient. Cette mesure a fortement précarisé l'avenir des ouvriers, les confrontant à la nécessité d'épargner en vue de leurs vieux jours.

Après la chute du dictateur Suharto, deux gouvernements successifs entament une réforme du droit du travail avec, en 2000, une loi sur les syndicats, en 2003 une loi sur les conditions de travail et en 2004 une loi sur les contrats de travail ILO, 2004. La réforme réhabilite notamment le libre droit d'association et d'appartenance à un syndicat, et limite la durée de contrat de travail temporaire à trois années de travail. L'article 66 de la loi n°13 de 2003 stipule : « The labour provider shall be responsible for wages and welfare protection, working conditions and disputes that may arise. » ; l'article 100 stipule quant-à lui : « In order to improve the welfare of the workers / laborers and their families, the entrepreneur shall provide welfare facilities. » Il est ensuite précisé par rapport à ces « welfare facilities » : « Welfare facilities shall refer to, for instance, family planning service, babysitting facilities, housing facilities for workers / laborers, special room prayers or other religious facilities, canteens, polyclinic and other medical / health facilities, and recreational facilities. » On ne pourrait illustrer plus clairement la formalisation par l'Etat du rôle des structures privées dans l'exercice de la protection des salariés. Il s'agit en d'autres termes d'une légitimation par l'Etat de tutelles féodales au sein de l'ordre capitaliste, telles que celles décrites lors du développement historique précédent : prise en charge du logement des ouvriers, d'une partie de leur alimentation (salaires en nature), des frais de santé.

Le démantèlement des protections qui a été amorcé dans les années 1970 fut accompagné d'une plus grande permissivité envers les ouvriers quant aux possibilités de développer des initiatives économiques individuelles, leur permettant de combler les lacunes du système de protection. Le modèle d'ouvrier qui s'est répandu alors est celui d'un salarié pluri-actif, qui bénéficie d'un système de protections partielles, et qui mobilise en parallèle une logique de compensation des liens sociaux, pour compléter les protections par des logiques salariales mobilisant des relations de proximité (deuxième emploi dans une micro-entreprise locale) ou par des logiques de capitalisation portées par les solidarités familiales. Cette possibilité d'une autonomie partielle est le gage de la paix sociale actuelle dans les plantations, condition *sine qua none* de leur essor dans le paysage productif indonésien. Alors que pendant plus d'un demi-siècle, les plantations capitalistes du nord de Sumatra furent soumises à un climat social tendu, les années 1970 ouvrirent la voie à une deuxième étape foncièrement différente, celle de l'expansion géographique et économique de ce modèle de production dans un contexte d'anéantissement de la critique interne.

2) Expansion des surfaces plantées

Après le coup d'Etat de 1966, dans un contexte de répression forte, le gouvernement indonésien soutenu par la Banque Mondiale lança dans les années 1970 une politique de développement des cultures d'export, qui eu notamment pour effet de faciliter l'installation de grandes plantations capitalistes sur l'ensemble du pays (principalement sur les grandes îles encore couvertes de forêt primaire telles que Sumatra et Kalimantan) (Simatupang, 1986). L'huile de palme et le caoutchouc, dont les prix sont tirés à la hausse par une demande croissante sur le marché international, sont les deux productions allouées au développement des plantations (Bangun, 2006). Entre 1977 et 1988, les surfaces exploitées par les plantations paraétatiques augmentèrent de 600 000 hectares à plus d'un million, dont 35% de plantations de palmiers à huile, soit 70% de la production nationale. Ce n'est qu'à partir de la moitié des années 1980 que des investissements privés vinrent concurrencer les initiatives publiques dans le secteur agricole (Tabor, 1992). Le total des surfaces plantées, qui comptait moins de 500 000 hectares au début des années 1970, a été multiplié en quarante ans par un facteur 10 environ, pour des surfaces actuelles de plus de cinq millions d'hectares, soit environ un quart de la Surface Agricole Utile (SAU) indonésienne. Les investissements sont principalement le fait de compagnies privées indonésiennes de type holding. L'augmentation des surfaces de grandes plantations n'a pas diminuée après 1998, année de la chute du dictateur et de l'établissement d'une démocratie, alors que le retour à la liberté d'association aurait pu signer le retour du militantisme ouvrier limitant le développement des plantations privées tel que cela a été observé dans les années 1950.

D - Le capitalisme de plantation, un système paternaliste ?

La construction progressive de l'Etat indonésien a entériné la prégnance du marché et de l'ordre privé dans la protection du salariat. La comparaison de cette configuration avec celle des entreprises paternalistes européennes aux lendemains de la révolution industrielle est ici féconde dans le sens où elle permet de comprendre les spécificités de la construction de l'Etat indonésien et des régulations publiques par rapport aux régulations privées. En France, les entreprises paternalistes apparaissent comme une forme d'organisation capitaliste transitoire dans l'histoire des formes du capitalisme. En période de rupture et de développement industriel accéléré, dans un contexte d'Etat social lacunaire, elles ont bénéficié d'un afflux de main d'œuvre rurale poussée hors des campagnes par une conjoncture néfaste, et proposaient à leurs ouvriers un système de protections par des tutelles internes, palliant ainsi à l'absence de régulations publiques du travail (Noiriel, 1988). Elles ont ainsi réalisé la socialisation de populations rurales à l'ordre industriel : A. Gueslin parle du passage d'une « sociabilité de métier » à une « sociabilité

usinière » (Gueslin, 1992 : 205). L'absence de droit du travail poussait les patrons à modeler eux-mêmes les conditions de travail selon un mode contractualiste de la relation salariale. L'évolution de cette forme de capitalisme a été motivée par plusieurs facteurs : avec l'augmentation de taille des entreprises, l'organisation du travail a glissé vers des modes au sein desquels prévalait la rationalisation du travail (taylorisme, fordisme etc.) pour lesquels l'exercice de tutelles privées s'avérait trop coûteux (REF). La construction progressive de l'Etat social permit de reléguer les régulations privées à la sphère des régulations publiques : la formalisation des relations employeur / employé par la construction du droit du travail et la mise en place de protections collectives légalement garanties sont venues se substituer progressivement à l'idéologie paternaliste (Lamanthe, 2008 : 9). La montée des revendications syndicales ouvrières s'élevant contre les tutelles patronales fut motrice dans cette dynamique d'évolution de l'ordre capitaliste.

L'histoire des plantations présente un processus d'évolution différent. Premièrement, les dirigeants des plantations ont su maintenir un système de tutelles féodales à l'augmentation de taille des exploitations, et y intégrer la rationalisation du travail. De plus, le droit du travail indonésien institue ce fonctionnement hybride rassemblant des tutelles féodales et des régulations rationnelles inscrites dans l'ordre libéral. La construction de l'Etat n'est pas conjointe à l'affaiblissement de la dépendance du salariat à la sphère privée mais plutôt à sa légitimation et donc son renforcement. Les régulations étatiques et traditionnelles sont hybridées voire incluses à l'ordre privé, articulées selon plusieurs formes concomitantes : progressivement, la construction de l'Etat indonésien a fourni aux compagnies un cadre législatif et juridique sur lequel les dirigeants se sont appuyés pour développer leurs entreprises capitalistes. L'encadrement de la vie privée des ouvriers et donc le maintien de tutelles féodales fortes est légitimé par le droit du travail. Les régulations privées des compagnies viennent aussi se substituer à celles de l'Etat quand elles ignorent le cadre juridique national. Ce fut le cas par exemple de la décennie pendant laquelle le travail forcé était encore en vigueur dans les plantations alors qu'il avait été légalement aboli. C'est aussi le cas du statut des ouvriers temporaires qui, bien que les contrats de travail temporaire soient limités à une durée de trois ans, sont parfois employés ainsi pendant toute leur carrière. Enfin, les régulations privées et publiques se superposent dans le cas par exemple la politique de gestion de la natalité : depuis la fin des années 1970, le gouvernement indonésien a instauré un programme de limitation des naissances, préconisant deux enfants par famille et finançant des campagnes de contraception. Dès lors, les compagnies ont cessé de prendre en charge l'ensemble des enfants d'une famille (frais de scolarité, de santé, portion de riz), limitant ces subventions aux trois premiers enfants.

D'autre part, le conseil de l'*adat*¹ est l'institution qui organise traditionnellement la vie sociale des villages : gestion du foncier et des ressources naturelles, gestion du religieux, gestion des conflits (McCarthy, 2006). Dans les plantations, ce conseil n'existe pas : ce sont les représentants hiérarchiques qui veillent au bon déroulement de la vie sociale, organisent le religieux et gèrent les conflits privés. Les ouvriers de plantations sont donc intégrés à un système fortement contraignant bénéficiant du monopôle de l'autorité. Ils sont cependant dotés d'une capacité de libre entreprise qui leur confère un pouvoir périphérique à celui qui les subordonne à la hiérarchie de la plantation, pouvoir qui constitue une des pierres d'angle de la paix sociale observée depuis les années 1970.

Conclusion

Dérouler l'histoire de la construction et du développement des plantations capitalistes permet de comprendre comment ce système, initialement fortement coercitif, a évolué vers une forme plus paternaliste légitimée par l'Etat social indonésien. Cette évolution a été marquée par des révoltes locales mais aussi des conflits sociaux inclus dans une dynamique de revendications nationales (notamment pendant les vingt premières années suivant l'accession à l'indépendance) qui participèrent de la construction de l'Etat indonésien. La mise en place d'un régime dictatorial à partir de 1966 a entraîné la neutralisation de la critique ouvrière et le démantèlement d'une partie des protections sociales dont bénéficiaient les ouvriers. Cette précarisation du statut a été contrebalancée par l'octroi d'une permissivité nouvelle envers les ouvriers, alors à même de construire leurs propres stratégies d'investissement. Cette évolution s'est déroulée dans un contexte de renforcement légal des tutelles privées, situation singulière par rapport aux situations européennes et notamment françaises étudiées par la sociologie du capitalisme et du travail : la sphère du travail et la sphère domestique sont confondues du fait de régulations privées totalisantes. Bien que le droit du travail constitue un cadre légal, les régulations qui construisent le statut ouvrier passent par le canal unique de la hiérarchie. En ce qui concerne leur vie privée, bien que les régulations de l'entreprise supplantent l'ensemble des régulations étatiques et traditionnelles et organisent un système monopolistique fortement contraignant dans l'enceinte de la plantation, les ouvriers sont aussi dotés de la capacité de construire et mobiliser des liens sociaux périphériques. Dans un cadre tel que celui-ci, où le rôle de l'Etat est limité à une fonction de gestionnaire, la contrainte paternaliste institue une relation de dépendance forte mais pas totale par laquelle les ouvriers peuvent bénéficier de protections sociales. Contrairement aux entreprises européennes du XIX^{ème} siècle, les compagnies de plantations ont

¹ L'*adat* est un terme générique indonésien qui caractérise l'ensemble des régulations traditionnelles ; il est spécifique à chaque ethnie.

su adapter la domination exercée sur la main d'œuvre et conserver un système de tutelles fortes tout en y intégrant la possibilité d'initiatives individuelles. Après cent ans de conflits sociaux, cette adaptation a permis l'expansion du modèle.

Bibliographie

Statistik Kelapa Sawit 2008. Jakarta, Badan Statistik Indonesia.

Abdullah, T. (2009). Indonesia towards democracy. Singapore, ISEAS.

Alawatage, C., Wickramasinghe, D. (2009). "Institutionalisation of control and accounting for bonded labour in colonial plantations: A historical analysis." Critical Perspectives on Accounting **20**(6): 14.

Bangun, D. (2006). Indonesian palm oil industry. National Institute of Oilseed Products Annual Convention. Phoenix, Arizona, USA.

Bertrand, R. (2007). "Histoire d'une "réforme morale" de la politique coloniale des Pays-Bas : les Ethicistes et l'Insulinde (vers 1880-1930)." Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine **54**(4): 30

Boltanski, L., Chiapello, E. (1999). Le nouvel esprit du capitalisme. Paris, Gallimard.

Castel, R. (1990). Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat. Paris, Folio.

Colchester, M. a. (2006). Promised land. Palm oil and land acquisition in Indonesia: implications for local communities and indigenous people.

Duncan, J. (2002). "Embodying colonialism? Domination and resistance in the nineteenth century Ceylonese coffee plantations." Journal of Historical Geography **28**(3): 21.

FAOSTAT (2011). "<http://www.fao.org/countries/55528/fr/idn/>."

Ford, M. (2009). Workers and intellectuals. NGOs, Trade Unions and the Indonesian Labor Movement. Singapore, National University of Singapore.

Foucault, M. (1975). Surveiller et punir, naissance de la prison. Paris, Gallimard.

Foucault, M. (2004). Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France, 1977-1978. Paris.

Gueslin, A. (1992). "Le paternalisme revisité en Europe occidentale (seconde moitié du XIXème siècle, début du XXème siècle)." Genèses **7**(1): 10.

Hochraich, D. (2001). "Les conséquences sociales de la crise en Asie du Sud-Est : un constat." Mondes en Développement **29**(113-114): 8.

ILO (2004). Major Labour Laws of Indonesia. K. P. International. Jakarta, ILO Publications.

Kartodirdjo, S., Suryo, D. (1991). Sejarah perkebunan di Indonesia, Kajian sosial-ekonomi. Yogyakarta, Penerbit Aditya Media.

Lamanthe, A. (2008). La relation salariale paternaliste : un analyseur des dynamiques passées et en cours: 15.

Leclerc, J. (1973). "Vocabulaire social et répression politique : un exemple indonésien." Annales. Economies, Sociétés, Civilisations. **2**: 21.

Levang, P., Sevin, O. (1989). "Quatre-vingt ans de transmigration en Indonésie (1905-1985)." Annales de Géographie **549**: 28.

Loiseau, L. (2005). "Un art libéral de punir ?" Labyrinthe **3(22)**: 9.

Margolin, J. (2001). "Indonésie 1965: un massacre oublié." Revue Internationale de politique comparée **8(1)**: 33.

McCarthy, J. (2006). The Fourth circle. A political ecology of Sumatra's rainforest border. Stanford, Stanford University Press.

Noiriel, G. (1988). "Du "patronage" au "paternalisme" : la restructuration des formes de domination de la main d'oeuvre ouvrière dans l'industrie métallurgique française." Le mouvement social **144**: 18.

Pelzer, K. (1978). Planter and peasant, Colonial policy and the agrarian struggle in East Sumatra, 1863-1947, Van Het Koninklijk Instituut.

Pelzer, K. (1982). Planters against peasants, The agrarian struggle in East Sumatra, 1947-1958. Leiden, Koninklijk Instituut.

Raison, J. (1973). "La colonisation des terres neuves intertropicales d'après les travaux des français." Cahiers de l'ORSTOM **X(4)**: 32.

Saragih, B. (1980). Economic organization size and the relative efficiency of oil palm plantations in North Sumatera. Economics. Ann Arbor, University of Michigan. **PhD**.

Sarjono, M. (2007). Road Map Kelapa Sawit (*Elaeis Guineensis*). D. Pertanian. Jakarta, Direktorat Jenderal Perkebunan.

Simatupang, P., and al. (1986). "Primary commodity issues in Indonesian economy." Joint Research Programme Series, Institute of Developing Economies. **70**: 8.

Stoler, A. (1985). Capitalism and confrontation in Sumatra's plantation belt, 1870-1979. New Haven and London, Yale University Press.

Tabor, R. S. (1992). Agriculture in transition. The oil boom and after, Indonesian economic policy and performance in the Soeharto Era. A. Booth. Singapore, Oxford University Press.